

**CONVENTION POUR LE LOGEMENT
DES TRAVAILLEURS SAISONNIERS
ENTRE L' ETAT ET LA COMMUNE D'ABRIES-RISTOLAS**

La présente convention est établie :

VU le Code de la construction et de l'habitation,

Vu la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, et notamment l'article 47 de la loi instaurant plusieurs dispositifs de nature à lutter contre le mal logement des travailleurs saisonniers ;

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) 2022/2027 des Hautes Alpes ;

Vu le diagnostic élaboré en 2019 et la précédente convention signée le 16 décembre 2019 ;

Vu le comité de pilotage du 28 novembre 2024;

ENTRE

L'Etat, représenté par Monsieur Dominique DUFOUR, Préfet du département des Hautes-Alpes,

ET

La commune d'Abriès-Ristolas, représentée par Nicolas CRUNCHANT, maire en exercice, autorisé par Délibération du Conseil Municipal n° 20250611-02 en date du 11 juin 2025.

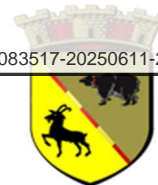
Il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La commune d'Abriès-Ristolas a obtenu la dénomination « commune touristique » par arrêtés préfectoraux en date du 19 juin 2019.

En vertu du code de la construction et de l'habitation :

« Toute commune ayant reçu la dénomination de “ commune touristique ” en application des articles L. 133-11, L. 133-12 et L. 151-3 du code du tourisme conclut avec l'Etat une convention pour le logement des travailleurs saisonniers ».(Art. L. 301-4-1) ».



Cette convention est élaborée en association avec l'EPCI, le Département et Action Logement Services, sur la base d'un diagnostic des besoins en logement des travailleurs saisonniers.

Les résultats du diagnostic réalisé en 2019 après sur 44 socio-professionnels restent d'actualité. Une partie des travailleurs saisonniers réside sur la commune d'Abriès-Ristolas ou dans les autres communes du Queyras ou du Guillestrois et n'ont donc pas besoin d'hébergement. Une moyenne de 7 travailleurs saisonniers non-locaux (nombre identique pour les saisons d'été et d'hiver) sont en recherche de logement chaque saison.

Le nombre de trois employeurs déclarant avoir rencontré des difficultés pour loger leurs travailleurs saisonniers non locaux reste stable.

Il résulte de ce diagnostic que le besoin en logement saisonnier est avéré mais que le nombre requis reste limité car inférieur à 10 logements (7 logements selon diagnostic) pour chacune des deux saisons d'été et d'hiver.

Les chiffres ci-dessus sont pris en compte dans la définition des objectifs et du plan d'actions sur 3 ans de la présente convention.

ARTICLE 2 : Les objectifs de la convention

- ▶ Développer l'offre de logements en faveur des travailleurs saisonniers ;
- ▶ Favoriser l'accueil des camions aménagés ;
- ▶ Faciliter l'accès aux logements du parc privé existant disponibles.

ARTICLE 3 : Plan d'action sur 3 ans

1/ Socle commun des actions intercommunales

- France Services Queyras et Guillestrois : Accompagnement des travailleurs saisonniers dans leur recherche de logement, et dans leurs démarches administratives (demande d'aide, garantie visale...), mise en relation avec les acteurs du logement public et privé, par des permanences régulières, accompagnement des loueurs sur les aides à la réhabilitation et les dispositifs de garantie en lien avec les partenaires du logement ;

- Réalisation d'un diagnostic des besoins des saisonniers et des employeurs à l'échelle du Guillestrois-Queyras : connaissance des profils des travailleurs saisonniers du territoire, caractérisation des besoins en logement des travailleurs saisonniers, recensement des attentes, identification des dispositifs mobilisés par les employeurs ;

- Relance des dispositifs d'intermédiation locative avec SOLIHA ;

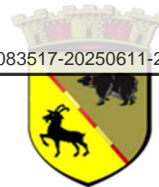
- Recherche de solutions pour l'accueil des saisonniers en habitat mobile pendant la saison hivernale.

2/ Les actions communales en faveur du logement des travailleurs saisonniers

- ▶ Objectif 1 : Développer l'offre de logements en faveur des travailleurs saisonniers

Actions à mettre en place :

- poursuivre et mener à terme la création de logements saisonniers dans le cadre de la réhabilitation de l'ancienne maison d'enfants "Val pré vert" (8 logements) ;



- renforcer l'offre actuelle de 3 logements saisonniers avec l'ajout d'un 4ème logement courant 2025.

► Objectif 2 : Favoriser l'accueil des camions aménagés

Action à mettre en place : réserver aux saisonniers des places à tarif préférentiel sur l'aire de camping-cars.

► Objectif 3 : Faciliter l'accès des saisonniers aux logements du parc privé existant disponibles.

Actions à mettre en place :

- continuer l'accompagnement des saisonniers et des employeurs dans leur recherche de logement en les orientant vers France Services et en menant des actions de médiation et d'incitation auprès des propriétaires de logements vacants ;

- poursuivre le travail d'information auprès des propriétaires de meublés afin de les orienter vers la location à la saison en rappelant périodiquement, via des articles dans la lettre hebdomadaire du maire et à l'occasion de réunions publiques, l'enjeu économique et social que représente le logement des travailleurs saisonniers et en communiquant sur les dispositifs de cautionnement et de garantie de paiement des loyers (FSL, Locapass...).

ARTICLE 4 : Durée de la convention

La présente convention sera mise en œuvre dans un délai de 3 ans à compter de la date de sa signature.

ARTICLE 5 : Bilan et renouvellement de la convention

La commune transmettra au Préfet un bilan de la mise en œuvre de la présente convention dans les 3 mois qui suivent son expiration.

Dans les 3 mois qui suivent la transmission du bilan au Préfet, la commune, l'État et les partenaires associés pourront adapter le diagnostic, les objectifs et les moyens d'action et éventuellement renouveler la convention pour une durée de 3 ans.

Fait en deux exemplaires, à Abriès-Ristolas,

Le .

Le Préfet
Dominique DUFOUR

Le Maire d'Abriès-Ristolas,
Nicolas CRUNCHANT